

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 17 décembre 2024**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 15
Nombre de votants : 20

Date de la convocation : 09 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept décembre à quinze heures vingt-cinq, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabine HUET (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin).

Absents excusés :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Jean-Marie PETIT, M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Guy PROTEAU, M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Sabine HUET, Mme Béatrice ORTEGA : pouvoir à M. Stéphane DELAGE, Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Jean-Pierre FROC, M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage).

Absents :

Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Pacte territorial France Renov' PIG - Intention d'engagement

*Politique du logement
et du cadre de vie*

Madame Mariane LUQUÉ, Vice-présidente en charge des affaires sociales et de l'habitat, expose :

Le service public de la rénovation de l'habitat « France Rénov' » est porté par l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat) et se définit comme une politique contractualisée entre cette dernière et les collectivités territoriales au travers de la signature d'un Pacte territorial.

L'État a souhaité fusionner les dispositifs d'aide à l'amélioration de l'habitat privé - que sont les Espace-conseil France-Rénov et les Programmes d'Intérêt Généraux de l'ANAH - invitant les intercommunalités aux côtés des Départements et des Régions à signer ensemble un Pacte territorial

pour un service public de la rénovation de l'habitat (adaptation à la perte d'autonomie, rénovation énergétique, résorption de l'habitat indigne ou dégradé).

Les trois volets d'actions du Pacte Territorial portent sur :

1. **La dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels par :**
 - o La mobilisation des ménages : promotion de l'offre de services d'information-conseil-orientation, organisation ou la participation à des événements locaux, organisation d'opérations de communication... ;
 - o La mobilisation des publics prioritaires « Aller-vers » : actions spécifiques renforcées par l'identification, la prise de contact et l'entrée dans un accompagnement adapté ;
 - o La mobilisation des professionnels de l'écosystème de la rénovation de l'habitat (entreprises du secteur du bâtiment, négoce, maîtres d'œuvres, artisans qualifiés, ergothérapeutes, CCAS, associations, caisses de retraite, réseau bancaire, secteur de l'immobilier, ...)
2. **L'information, le conseil et l'orientation des ménages par :**
 - o Le conseil personnalisé, l'orientation vers un assistant à maîtrise d'ouvrage ou toute autre structure en capacité d'intervenir auprès du ménage dans son projet ;
 - o La mise en relation du ménage avec l'interlocuteur adéquat pour poursuivre son projet ;
3. **L'accompagnement des maîtres d'ouvrage de travaux.**

Depuis 2022, la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique accompagne la CCBM en matière de service public d'information, de conseil et d'animation pour la rénovation énergétique de l'habitat : les conseillers CARA RÉNOV' assurent sur le territoire de la CCBM les permanences et les animations grand public autour de l'énergie.

A l'échelle du Bassin de Marennes, il est donc envisagé de mutualiser le Pacte Territorial France Rénov' PIG avec la CARA, et d'ainsi bénéficier de l'ingénierie et de l'expertise de ses services, notamment sur les volets 1 et 2. Le volet 3 sera toujours porté par SOLIHA dans le cadre du dispositif OPAH-RU 2022-2026.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants ;

Vu le Code de l'Energie, et notamment les articles L. 232-1 et suivants ;

Vu la délibération n°2024-06 du Conseil d'administration de l'Agence National de l'Habitat – ANAH-ouvrant la possibilité de conventionnement des intercommunalités pour un Pacte territorial France Rénov'- PIG en faveur d'un service public de la rénovation de l'habitat privé ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 2020 fixant les statuts et les compétences de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, dont la « Politique du logement et du cadre de vie » ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Considérant les résultats du service CARA RÉNOV' sur le territoire, véritable porte d'entrée pour le conseil et l'orientation de tous les publics dans les parcours d'adaptation et d'amélioration du logement, et ses actions de mobilisation partenariale ;

Considérant le taux d'ancienneté du parc construit sans norme énergétique, la vacance structurelle engageant la dégradation du parc, la majorité de ménages non imposés engageant des revenus modestes à très modestes, le desserrement des ménages et le vieillissement de la population ;

Considérant les enjeux locaux et besoins à couvrir en termes de réhabilitation énergétique, de décence et d'adaptation du parc, de lutte contre la vacance, et de diversification de l'offre en termes de taille et de prix d'occupation ;

Considérant l'intérêt de poursuivre le conseil, l'accompagnement des ménages pour la réhabilitation de leur logement, et de continuer à mobiliser les partenaires et les publics pour cette rénovation ;

Considérant les acteurs du logement et accompagnateurs des publics mobilisés ou à mobiliser, à même d'être partenaire auprès de la Communauté de Communes pour la mobilisation des publics et l'accompagnement à la réhabilitation des logements ;

Considérant les enjeux locaux pour la rénovation de l'habitat, conduisant à accompagner pour des gestes et travaux adaptés, mieux financés, en faveur de logement décent et adapté, occupant ou bailleur, et de la maîtrise des énergies ;

Considérant le cadre de conventionnement de l'espace conseil France Rénov', par mutualisation du service de la Communauté de communes du Bassin de Marennes avec la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique ;

Considérant le cadre de contractualisation proposé par l'Etat via son opérateur ANAH sous la forme d'un Pacte territorial, alliant les financements de l'ANAH, de la Région et du Département ;

Considérant l'intérêt de s'engager collectivement pour un pacte territorial pour un service public de la rénovation de l'habitat privé ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente,

DÉCIDE

- D'approuver l'intention d'engagement à la signature d'un Pacte Territorial CARA Rénov' - Programme d'Intérêt Général avec l'ANAH et les partenaires ;
- De dire que le Pacte territorial sera délibéré au plus tard au 31 mars 2025 ;
- D'autoriser le Président à signer tout document afférent.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVANT

